Torino operaia. Mondo del lavoro e idee sociali nell'età di Carlo Alberto [Gian Mario Bravo]

Autor(en): **Vuilleumier, Marc**

Objekttyp: **BookReview**

Zeitschrift: **Schweizerische Zeitschrift für Geschichte = Revue suisse d'histoire = Rivista storica svizzera**

Band (Jahr): **19 (1969)**

Heft 4

PDF erstellt am: **02.05.2024**

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.
Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.
Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

http://www.e-periodica.ch

Ayant vécu en pays africains et musulmans durant un quart de siècle, le général Spillmann aurait pu pénétrer dans l'âme des peuples qu'il a gouvernés, emprunter un moment leurs yeux pour reconsidérer cette même histoire dont ils sont non pas «l'objet» mais les partenaires. Bien des contradictions et des difficultés, évoquées et commentées à propos de Napoléon, se seraient dissipées sous cette lumière.

Aujourd'hui, une consultation des écrits autochtones sur les événements et les hommes envisagés, aurait suppléé aux démissions du vieil et superbe isolement. Mais la documentation de l'auteur reste unilatérale. Le général n'accorde pas de place à l'érudition arabe, témoignage dont une partie lui est parfaitement accessible en langue française. Si la thèse d'un Attia Amer sur Venture de Paradis demeure dactylographiée à la bibliothèque de la Sorbonne, si celle d'un Abdel-Malek sur l'idéologie et la renaissance nationale en Egypte est trop récente pour qu'il l'ait eue entre les mains (Paris, Anthropos, 1969), la bibliographie serait longue des études authentiques déjà connues dans ce domaine (cf. la collection des *Cahiers d'histoire égyptienne*).

Bref, il est anachronique et non sans conséquence à l'âge de la décolonisation qu'est le nôtre – et qui exige un examen de conscience – d'entretenir certains préjugés dans l'esprit du large public auquel s'adressent les beaux volumes et qu'atteignent rarement les mises au point scientifiques.

Genève *Anouar Louca*

GIAN MARIO BRAVO, *Torino operaia. Mondo del lavoro e idee sociali nell'età di Carlo Alberto*. Torino, Fondazione Luigi Einaudi, 1968. In-8°, 301 p.

Le sous-titre de l'ouvrage en indique parfaitement le contenu. Le monde du travail, c'est l'étude de la population ouvrière, de ses conditions d'existence et de travail, de ses premières organisations, en un mot, de sa vie. Les idées sociales, ce sont celles des bourgeois réformateurs, des conservateurs, des philanthropes, chez certains desquels apparaissent quelques éléments des idées socialistes d'alors. Le temps? – L'époque de Charles-Albert, de 1830–1831, au moment où l'on peut commencer à parler d'une véritable industrie, jusqu'à 1847–1848, quand les réformes transforment la vie politique du royaume et à la veille des bouleversements européens qui, en Italie aussi, marquent une nette coupure. Le lieu, l'espace, est moins exactement délimité: c'est le Piémont, avec ses différences régionales, mais souvent, c'est Turin seule.

La question sociale, titre du dernier chapitre, pourrait être celui de tout l'ouvrage. C'est elle, le problème essentiel qui apparaît dans les innombrables articles, brochures et publications de toutes sortes que l'auteur a patiemment dépouillés, et qui lui ont fourni la matière de son enquête sur la condition ouvrière. Le tableau qu'il en brosse confirme, dans l'ensemble, ceux qui ont été tracés pour d'autres pays au début de leur industrialisation. Cela ne signifie nullement que les ouvriers et le petit peuple du Piémont n'aient

pas leurs caractéristiques particulières, et l'auteur les analyse avec finesse et perspicacité. Sa sensibilité aiguë, sa profonde compréhension alliée à une chaude sympathie lui ont permis de nous montrer, concrètement, tous les aspects de la condition ouvrière, depuis la vie en fabrique, les salaires, qui permettent au travailleur seul de s'en tirer mais qui rejettent la famille au-dessous du minimum des subsistances, jusqu'aux distractions, qui sont essentiellement le bistrot et le loto, dont tout le monde s'accorde à dénoncer les funestes effets, mais que l'Etat se refuse à réfréner, parce que, grâce à une taxe, ce jeu représente une importance ressource financière. Les ouvriers, totalement absorbés par le souci de conserver leur travail et de survivre, sont absolument retranchés de toute vie publique; ils ne sont aucunement touchés par les questions politiques (le Piémont vit d'ailleurs sous un régime de censure et de surveillance particulièrement rigoureux) et ne jouissent d'aucune liberté. Le code pénal, inspiré du code napoléonien, leur interdit grèves et coalitions, ils sont assujettis au livret de travail tandis que d'autres lois empêchent les associations et même les simples réunions. Toute cette réglementation étroite, estime Bravo, en vient à gêner les rapports du travail et le rendement de l'ouvrier qui, privé de toute autonomie et de toute initiative, a une productivité bien inférieure à celle de ses collègues d'autres pays, même en tenant compte du retard de la mécanisation dans le Piémont. C'est pourquoi, tout un secteur de la bourgeoisie, que l'on peut qualifier d'éclairé (illuminato), médecins, ingénieurs, modérés même comme Cavour, reconnaît la nécessité d'une «régénération du travail». Mais la bureaucratie aristocratique de Charles-Albert tend plutôt à freiner le développement industriel dont elle redoute les bouleversements et ne donne que lentement et difficilement satisfaction aux fabricants.

L'organisation ouvrière se borne à quelques sociétés de secours mutuels qu'après une période de défiance, tolèrent les autorités et dans lesquelles s'inséreront plus tard des intellectuels libéraux qui les guideront et les dirigeront. Quelques grèves illustrent l'état de guerre quasi permanent qui, au dire de Lorenzo Valerio, en 1840, régnait entre patrons et ouvriers des fabriques.

Les idées socialistes n'ont aucunement touché la classe ouvrière et la censure étroite qui régnait sur le Piémont étouffa les échos de la riche discussion qui s'ouvrait, dans les autres pays, sur le communisme et le socialisme; il faudra attendre la libéralisation de 1847–1848 pour qu'elle puisse enfin débuter. Ce silence est une manifestation de ce provincialisme culturel du Piémont, qui vit alors à l'écart des grands courants de la pensée européenne. Quelques exceptions: Gustavo Cavour, dont l'article sur les idées communistes et le moyen de les combattre, paru dans la *Bibliothèque universelle de Genève*, en 1846, étudie, pour la première fois en Italie, les causes et les origines du socialisme en les mettant en rapport avec le mouvement ouvrier; Lorenzo Valerio, étonnante figure d'industriel philanthrope et réformateur, très au courant de la vie ouvrière ainsi que de tous les problèmes sociaux de son pays

et de son époque. A part cela, quelques projets d'institutions communautaires, inspirés des idées socialistes françaises et adaptés aux conditions du Piémont, et Giovanni Momo, de Verceil, chez lequel s'opère un curieux mélange de conservatisme catholique et d'éléments socialistes.

D'un côté donc, un courant réformateur et libéral au sein de la bourgeoisie, qui indique aux travailleurs une voie à suivre; de l'autre, les ouvriers, force latente et encore inorganisée, dont quelques éléments acceptent ces conseils, mais en les interprétant à leur manière, et acquièrent de plus en plus conscience de la nécessité pour eux de créer leurs propres associations. Ainsi, en même temps que se forme la nouvelle classe politique qui allait succéder à l'aristocratie de la Restauration, apparaissent les germes idéologiques et organisationnels d'un mouvement social qui deviendra ultérieurement mouvement ouvrier.

Telles sont, nous semble-t-il, quelques-unes des grandes lignes qui se dégagent de cet ouvrage, extrêmement riche et varié. Certains points toutefois suscitent des réserves. L'auteur reprend à son compte les jugements d'Engels sur la société anglaise de 1845 pour affirmer que, malgré le décalage dans l'évolution industrielle, la situation de la classe ouvrière est, dans le Piémont également, le terrain réel et le point de départ de toutes les luttes sociales (p. 10). Or son livre semblerait plutôt suggérer le contraire, car, si la «question sociale» se pose à Turin, elle ne paraît nullement, aux yeux du lecteur, être la question autour de laquelle s'ordonnent et dont dépendent toutes les autres. Elle aurait plutôt, semble-t-il, une position quelque peu marginale. De plus, la population ouvrière est totalement passive, pur objet, objet de l'histoire et de la réflexion des réformateurs sociaux. Et, paradoxalement, on pourrait dire qu'elle est, dans un certain sens, la grande absente du livre de Bravo où elle n'apparaît qu'en creux, à travers les enquêtes et les jugements des philanthropes, mais jamais directement (l'index des noms ne comporte sans doute pas un seul ouvrier). Cette conception d'une classe ouvrière terrain réel et point de départ de toutes les luttes sociales, l'auteur la justifie, mais *a posteriori*, par des références à une époque ultérieure.

On peut d'ailleurs se demander si les résultats obtenus ne tiennent pas également à la méthode employée, au recours presque exclusif aux sources imprimées. La bureaucratie piémontaise n'a-t-elle produit aucun document sur le sujet? Les quelques grèves mentionnées n'ont-elles laissé aucune trace dans les archives? Ces sociétés de secours mutuels n'ont-elles pas dû solliciter des autorisations, n'ont-elles pas été soumises à des enquêtes dont on puisse retrouver les éléments? Et dans l'affirmative, les recherches dans cette direction n'auraient-elles pas apporté quelques précisions supplémentaires sur ces grèves si brièvement évoquées et uniquement de seconde main, sur ces premières sociétés ouvrières, leur composition, la personnalité de leurs dirigeants, leur attitude à l'égard du pouvoir et des réformateurs libéraux?

On regrettera aussi que les salaires et les prix n'aient pas été suivis dans leur évolution, entre 1830 et 1848, bien que l'auteur ait disposé, ici ou là,

semble-t-il, de quelques séries chiffrées, et que les périodes de crise n'aient pas été mieux délimitées. Que le prix du pain, considéré dans la longue durée, reste à peu près constant (p. 93) n'empêche pas que la population ouvrière n'ait été particulièrement sensible à ses variations saisonnières; n'aurait-il pas été possible de saisir quelques-unes de ses réactions, de préciser la politique gouvernementale en matière de prix et de subsistances?

Ce sont là des réserves qui touchent moins l'ouvrage, peut-être, que la conception sur laquelle il repose: est-il légitime de ramener l'histoire ouvrière (Torino *operaia*) à une histoire des idées sur la classe ouvrière? Car, finalement, c'est bien là l'essentiel du livre, ce qui en constitue à la fois le grand intérêt, mais aussi les limites.

Genève *Marc Vuilleumier*

S. Massimo Ganci, *L'Italia antimoderata. Radicali, repubblicani, socialisti, autonomisti dall'Unità a oggi.* Prefazione di Emilia Morelli. Parma, Ugo Guanda editore, 1968. In-8°, 467 p.

En 1861, l'unité italienne se réalisa sous la forme d'un Etat centralisé, fondé sur un système économique de type capitaliste. Le résultat correspondait aux aspirations des modérés, qui détenaient le pouvoir, mais, dès le début, suscita les critiques et l'oppositions des «vaincus» de 1861, qui, sur le plan social comme sur celui de l'organisation politique, avaient combattu pour une autre Italie. Opposition violente, d'abord, puis intégrée au système parlementaire, elle ne cessa de combattre la centralisation. Cette extrême-gauche radicale et républicaine, bientôt relayée par les forces grandissantes du socialisme, forme cette «Italie anti-modérée», qui trouvera sa revanche en 1946 et en 1948, avec l'instauration de la République et l'adoption de sa constitution.

Dans cet ouvrage, l'auteur a réuni une dizaine d'articles, parus dans différentes revues, qui, tous, se rapportent à cette opposition, ou plus exactement aux problèmes du Mezzogiorno et plus particulièrement de la Sicile. On sait en effet que le Sud fut la grande victime de l'unité, que son arriération économique et sociale permit au Nord de l'exploiter et d'aggraver encore l'inégalité du développement dans les deux parties de la Péninsule. Rien d'étonnant donc si cette extrême-gauche radicale et républicaine opposée au centralisme se manifeste surtout dans le Mezzogiorno.

Un livre formé d'un assemblage d'articles ne peut souvent comporter d'autre unité que dans la permanence, à travers ses différents chapitres, d'un certain nombre de thèmes. Ceux de ce volume se rattachent tous à la destinée de la Sicile, des crises de la fin du XVIIIe siècle à celles de 1820 et 1848; de l'unité aux premières révoltes: Palerme en 1866, les Fasci dei Lavoratori en 1892–1894; de la naissance du Mouvement pour l'indépendance de la Sicile lors des dernières années de la seconde guerre mondiale jusqu'à l'adoption de l'autonomie régionale dont l'Ile jouit actuellement.

On sent, à la lecture de ces pages, un certain frémissement de l'auteur